

**ALAI 2022**

**REPONSES DU GROUPE SUISSE AU QUESTIONNAIRE**

**THÈME PRINCIPAL**

**DROIT D'AUTEUR, DROITS VOISINS ET SPÉCIAUX  
POINT DE LA SITUATION ET PERSPECTIVES FUTURES**

**PANEL I – DROITS DES ARTISTES-INTERPRÈTES OU EXÉCUTANTS : UN REGARD COMPARATIF**

**1 – Quelles catégories d'artistes-interprètes ou exécutants existent dans votre ordre juridique ?**

Le droit suisse ne fait pas de distinction : selon l'art. 33 al. 1 de la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA)<sup>1</sup>, l'artiste interprète est la personne physique qui exécute une œuvre ou une expression du folklore ou qui participe sur le plan artistique à une telle exécution.

Ainsi, le droit suisse ne fait pas de différence entre interprète et exécutant. Par ailleurs, il protège de la même façon les interprètes d'œuvres musicales et ceux qui participent à une œuvre audiovisuelle. Les propos qui suivent sont donc également applicables aux interprètes dans le domaine audiovisuel.

**2 – Tous les artistes-interprètes ou exécutants jouissent de la même protection juridique ?**

Oui, la LDA ne fait aucune distinction.

Pour mémoire, si plusieurs artistes interprètes se produisent en qualité de groupe, sous un nom commun, le groupe doit désigner un représentant qui sera habilité à faire valoir les droits de ses membres (art. 34 al. 2 LDA). Mais la protection des membres du groupe demeure la même, sans distinction.

**3 – Existe-t-il une quelque distinction sur le marché entre artistes nommés et non nommés (en placard) ? Comment se distinguent-ils au niveau des droits qui leurs sont reconnus (ou non) ?**

Aucune distinction de ce genre n'est opérée par la loi suisse.

**4 – Dans votre pays quels sont les droits reconnus à chaque catégorie d'artistes interprètes ou exécutants ?**

Selon l'art. 33 al. 2 LDA, l'artiste interprète a le droit exclusif :

a) de faire voir ou entendre sa prestation<sup>2</sup>, ou la fixation de celle-ci<sup>3</sup>, en un lieu autre que celui où elle est exécutée ou présentée<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Accessible en ligne à l'adresse [https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1993/1798\\_1798\\_1798/fr](https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1993/1798_1798_1798/fr)

<sup>2</sup> Prestation « live ».

<sup>3</sup> Prestation « fixée ».

<sup>4</sup> Droit de communication publique, p.ex. sur un écran en dehors de l'enceinte d'un concert.

et de la mettre à disposition, directement ou par quelque moyen que ce soit, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement<sup>5</sup>;

b) de diffuser sa prestation<sup>6</sup> ou la fixation de celle-ci<sup>7</sup> par la radio, la télévision ou des moyens analogues, soit par voie hertzienne, soit par câble ou autres conducteurs<sup>8</sup>

ainsi que de les retransmettre par des moyens techniques dont l'exploitation ne relève pas de l'organisme de diffusion d'origine<sup>9</sup>;

c. de confectionner des phonogrammes ou des vidéogrammes de sa prestation<sup>10</sup> ou de la fixation de celle-ci<sup>11</sup> ou de les enregistrer sur un autre support de données et de reproduire de tels enregistrements<sup>12</sup>;

d. de proposer au public, d'aliéner ou, de quelque autre manière, de mettre en circulation les copies du support sur lequel est enregistrée sa prestation<sup>13</sup>;

e. de faire voir ou entendre sa prestation<sup>14</sup>, ou la fixation de celle-ci<sup>15</sup>, lorsqu'elle est diffusée, retransmise ou mise à disposition<sup>16</sup>.

Pour ce qui concerne le droit moral, l'art. 33a LDA dispose que l'artiste interprète a le droit de faire reconnaître sa qualité d'artiste interprète pour sa prestation<sup>17</sup>. Il ajoute à son al. 2 que la protection de l'artiste interprète contre les altérations apportées à sa prestation est régie par les art. 28 à 28I du code civil, autrement dit par les règles relatives à la protection générale de la personnalité. Il n'existe aucune jurisprudence dans laquelle un artiste interprète aurait invoqué ces dispositions à l'encontre d'une altération de sa prestation, mais dans un ancien arrêt du Tribunal fédéral (TF)<sup>18</sup>, il a été jugé que l'artiste exécutant devait bénéficier d'un droit moral sur ses interprétations et pouvoir ainsi exiger la répétition d'un enregistrement défectueux ou s'opposer à sa mise en circulation, et que l'interprète pouvait ainsi invoquer un droit moral fondé sur l'art. 28 CC<sup>19</sup>.

## 5 – Quel est la nature (source) de ces droits ? Légale ? Contractuelle ?

La source de ces droits est légale.

## 6 – Lesquels de ces droits sont exclusifs ? Lesquels sont des droits à rémunération ?

---

<sup>5</sup> Droit de mise à disposition.

<sup>6</sup> Prestation « live »

<sup>7</sup> Prestation fixée.

<sup>8</sup> La diffusion par satellite est également couverte par la définition du droit exclusif.

<sup>9</sup> Droit de retransmission.

<sup>10</sup> « Live ».

<sup>11</sup> Prestation « fixée ».

<sup>12</sup> Droit de reproduction.

<sup>13</sup> Droit de distribution.

<sup>14</sup> « Live ».

<sup>15</sup> Prestation « fixée ».

<sup>16</sup> Droit de réception publique.

<sup>17</sup> Droit à la paternité.

<sup>18</sup> Le Tribunal fédéral est la plus haute juridiction en Suisse.

<sup>19</sup> Arrêt publié au Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral (ATF) 62 II 243, tel que résumé dans un arrêt ultérieur : ATF 85 II 431. La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible en ligne sur son site web à l'adresse <https://www.bger.ch/fr/index.htm>

Les droits énumérés sous ch. 4 ci-dessus sont des droits exclusifs. Toutefois, il faut réserver l'art. 35 al. 1 LDA, qui prévoit que si des phonogrammes ou des vidéogrammes disponibles sur le marché sont utilisés à des fins de diffusion, de retransmission, de réception publique ou de représentation, l'artiste a seulement droit à une rémunération.

Un droit à rémunération est également prévu pour la location (mise à disposition à titre onéreux) d'exemplaires sur lesquels la prestation de l'artiste interprète est reproduite (art. 13 LDA, par le renvoi opéré par l'art. 38). Les autres droits à rémunération prévus pour certaines limitations au droit d'auteur valent également pour les droits voisins, donc aussi pour l'artiste interprète (cf. ch. 7 ci-dessous).

En outre, aux termes de l'art. 35a LDA, quiconque met licitement à disposition une œuvre audiovisuelle de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement doit verser une rémunération aux artistes interprètes qui ont participé à une prestation contenue dans cette œuvre<sup>20</sup>.

**7 –** Quelles sont les exceptions qui donnent lieu à rémunération en faveur des artistes interprètes ou exécutants ?

Pour tous les cas dans lesquels la loi accorde une rémunération aux auteurs en contrepartie d'une limitation de leurs droits, les titulaires de droits voisins (y compris les interprètes) ont droit à une rémunération également. Il s'agit en bref des cas suivants : la reproduction, pour l'usage privé, sur des supports propres à l'enregistrement (art. 20 LDA), l'utilisation d'œuvres d'archives de radio ou de télévision (art. 22a LDA), l'utilisation d'œuvres orphelines (art. 22b), la mise à disposition d'œuvres musicales diffusées (art. 22c), et la reproduction de phonogrammes ou de vidéogrammes à des fins de diffusion (art. 24b), en particulier.

**8 –** Quels droits sont normalement transférés aux producteurs musicaux/audiovisuels ? Quelle durée en général ?

A notre connaissance, la tendance des producteurs est de se faire céder tous les droits exclusifs, pour toute la durée de la protection légale.

**9 –** Existe-t-il une présomption légale de transmission des droits des artistes-interprètes ou exécutants en faveur de tiers, ou existe-t-il seulement la possibilité d'une transmission contractuelle/volontaire ?

Il n'existe aucune présomption de cession ni de cession légale en droit suisse. La cession ne peut donc être faite que par contrat (mais ce contrat n'est soumis à aucune forme ; une cession peut donc être implicite ou tacite).

**10 –** Existe-t-il des droits à rémunération inaliénables et auxquels on ne peut pas renoncer ?

---

<sup>20</sup> Cf. les réponses aux ch. 10 et 11 ci-après.

Le droit à rémunération prévu à l'art. 35a LDA, pour la mise en ligne (VoD, essentiellement<sup>21</sup>), est inaliénable, et l'on ne peut y renoncer.

**11 – Quel genre de compensation est payée en échange ? Comment est-elle établie ? Pour combien de temps ?**

La rémunération due sur la base de l'art. 35a LDA (mise en ligne) est soumise à la gestion collective obligatoire. Elle est perçue par la société de gestion Société Suisse des Auteurs (SSA) sur la base d'un tarif<sup>22</sup> approuvé par l'instance compétente, à savoir la Commission arbitrale pour la gestion de droits d'auteur et de droits voisins, qui est une instance indépendante de l'administration et dont les décisions sont sujettes à recours. Le tarif en question est le TC 14 (vidéo à la demande), qui prévoit pour les artistes interprètes un taux de redevance égal à 1,9 % des recettes de l'utilisateur. Ces recettes sont (i) celles perçues par les exploitants de plateformes de VoD auprès des consommateurs finaux en Suisse, (ii) celles provenant de la publicité, (iii) celles obtenues par échange (on prend alors la valeur nette de la prestation mise à disposition par l'utilisateur), (iv) les subventions et les garanties de déficit. Pour la VoD gratuite, p.ex. pour la mise à disposition de films sur le site web de la Société suisse de radiodiffusion, la rémunération est due sous la forme d'un forfait prévu par le tarif TC 14.

De même, la rémunération due sur la base de l'art. 35 LDA (utilisation de phonogrammes ou de vidéogrammes disponibles dans le commerce à des fins de diffusion etc.) est soumise à la gestion collective obligatoire. L'utilisation de phonogrammes ou de vidéogrammes disponibles sur le marché par la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) à des fins de diffusion est régie par les tarifs A de SWISSPERFORM. La rémunération est fixée de manière forfaitaire<sup>23</sup>.

Pour le reste, la rémunération qui est contractuellement convenue ne fait pas l'objet de règles légales ni de pratiques établies.

**12 – Comment le « streaming » est qualifié dans votre pays en ce qui concerne l'attribution de droits ?**

La LDA ne fait pas de distinction suivant la technologie employée. Le streaming sera un cas de mise à disposition, lorsque le consommateur peut déclencher le processus de streaming au moment qu'il souhaite, et un cas de diffusion lorsque le streaming a un caractère linéaire, c'est-à-dire que le consommateur ne peut choisir le moment auquel il visionnera ou écoutera une œuvre déterminée (p.ex. simulcasting ou webradio).

**13 – Quelle autorisation est nécessaire pour le *streaming* de contenus musicaux/audiovisuels ?**

L'autorisation des titulaires des droits de reproduction et de mise à disposition (mise en ligne) sera nécessaire. Il s'agit donc des auteurs, des producteurs et des interprètes. En pratique, c'est généralement le producteur qui détient ces droits (du moins lorsque le contenu a été produit sur des

---

<sup>21</sup> Cf. ch. 6 i.f. ci-dessus.

<sup>22</sup> Accessible en ligne à l'adresse

[https://www.suissimage.ch/fileadmin/content/pdf/3\\_Nutzer\\_Tarife/GT14\\_2022-2024\\_fr.pdf](https://www.suissimage.ch/fileadmin/content/pdf/3_Nutzer_Tarife/GT14_2022-2024_fr.pdf)

<sup>23</sup> Le Tarif A radio est accessible à l'adresse

[http://www.swissperform.ch/uploads/media/Tarif\\_A\\_Radio\\_2020\\_ff\\_f.pdf](http://www.swissperform.ch/uploads/media/Tarif_A_Radio_2020_ff_f.pdf) et le Tarif A télévision l'est à l'adresse [http://www.swissperform.ch/uploads/media/Tarif\\_A\\_Fernsehen\\_2020\\_ff\\_f.pdf](http://www.swissperform.ch/uploads/media/Tarif_A_Fernsehen_2020_ff_f.pdf)

supports), mais les droits d’auteur sur la musique font l’objet d’une gestion collective par une société de gestion (SUISA), dont l’autorisation devra également être obtenue.

**14 –** Quelle est l’importance des infractions aux droits des artistes-interprètes ou exécutants ?

Les infractions aux droits des artistes interprètes sont sanctionnées à l’art. 69 LDA, qui prévoit la poursuite sur plainte et une peine privative de liberté d’un an au maximum ou une peine pécuniaire (mais si l’auteur de l’infraction agit par métier, la poursuite a lieu d’office et la peine privative de liberté peut aller jusqu’à 5 ans et être cumulée avec une peine pécuniaire).

**15 –** Quel est l’actuel niveau de divulgation des revenus produits par les plateformes numériques ?

A notre connaissance, les principales plateformes communiquent seulement leurs résultats globaux (chiffre d’affaires, bénéfice) mais pas de détails sur les recettes relatives à la VoD. Toutefois, pour les besoins du calcul des redevances dues à une société de gestion, les exploitants doivent lui communiquer tous les renseignements propres à ce calcul (art. 51 al. 1 LDA : « Dans la mesure où l’on peut raisonnablement l’exiger d’eux, les utilisateurs d’œuvres doivent fournir aux sociétés de gestion tous les renseignements dont elles ont besoin pour fixer les tarifs, les appliquer et répartir le produit de leur gestion dans un format conforme à l’état de la technique et permettant un traitement automatique »).

**16 –** Comment est déterminée la compensation de l’artiste pour chaque modèle d’affaires ?

Pour les droits à rémunération et les autres droits soumis à la gestion collective obligatoire, la loi encadre les tarifs des sociétés de gestion et les soumet à l’approbation de la Commission arbitrale fédérale pour les droits d’auteur et les droits voisins. Pour ces tarifs soumis à approbation, l’art. 60 LDA prévoit en particulier que les redevances tarifaires ne peuvent en principe excéder 3 % des recettes (ou, en l’absence de recettes, des frais liés à l’utilisation de l’œuvre) pour les droits voisins (et 10 % pour les droits d’auteur).

Pour le reste, la rémunération qui est contractuellement convenue ne fait pas l’objet de règles légales ni de pratiques établies.

**17 –** Y a-t-il des sommes minimales dues ? Autres bénéfices économiques ?

Les tarifs des sociétés de gestion peuvent prévoir des redevances minimales.

Pour le reste, il est rappelé que la rémunération qui est contractuellement convenue ne fait pas l’objet de règles légales ni de pratiques établies.

**18 –** Les plateformes de contenus générés par les utilisateurs (CGU) contribuent pour ces schémas de compensation ? Comment ?

Le droit prévu à l’art. 35a LDA (rémunération en faveur des interprètes pour la mise en ligne d’œuvres audiovisuelles) devrait s’appliquer aux plateformes qui mettent à disposition des contenus

générés par les utilisateurs<sup>24</sup>, mais ce droit ne concerne que la mise à disposition de films qui est effectuée de manière licite (c'est-à-dire en pratique avec l'accord du producteur : le législateur visait avant tout les plateformes de VoD), d'une part, et les art. 13a et 35a LDA<sup>25</sup> ne s'appliquent pas lorsque ce sont les ayants droit qui gèrent eux-mêmes les conditions de la mise en ligne de leurs œuvres (p.ex. lorsque la mise en ligne est faite par l'auteur lui-même sous la forme d'une vidéo placée sur une plateforme telle que YouTube), d'autre part. Si elle devait s'avérer possible, l'application de l'art. 35a aux plateformes de CGU devrait donc rester marginale.

**19** – Les dispositions du Traité de Pékin ont-elles déjà été adoptées dans votre ordre juridique ?

Oui, la Suisse a ratifié le Traité de Pékin avec une réserve. Conformément à l'article 11.2) et 3) du Traité, la Suisse accorde, en lieu et place du droit exclusif d'autorisation visé à l'article 11, alinéa 1, et conformément à l'art. 35 LDA, un droit à rémunération soumis à la gestion collective et au principe de réciprocité pour la diffusion, la retransmission ou la réception publique d'une fixation audio-visuelle lorsque celle-ci est faite à partir d'une fixation audiovisuelle disponible sur le marché<sup>26</sup>.

**20** – Quels droits sont gérés par les Entités de Gestion Collective (EGC) ?

Tous les droits à rémunération font l'objet d'une gestion collective. Il en va de même pour les droits de réception publique et de retransmission, lorsqu'elle est simultanée et sans modification (art. 22 LDA), qui sont soumis obligatoirement à la gestion collective.

**21** – Quels EGCs représentent les artistes-interprètes dans votre pays ?

Il s'agit de SWISSPERFORM Société suisse pour les droits voisins.

**22** – Est-ce que ces EGCs agissent selon les principes de transparence ?

Oui, en particulier lorsque les sociétés de gestion sont soumises à une surveillance officielle, ce qui est le cas notamment pour les droits à rémunération gérés collectivement. La surveillance porte alors sur leur gestion et sur leurs tarifs.

**23** – Est-ce possible de découvrir le revenu proportionnel par chaque type de droits ?

Lorsque les droits font l'objet d'une gestion collective, la société de gestion rend publiques ses recettes dans son rapport de gestion, en distinguant par types de droits.

---

<sup>24</sup> Mais le point est controversé dans la doctrine. En faveur de l'application de l'art. 35a LDA aux plateformes de partage : Schmidt-Gabain, On Demand Streaming Plattformen im Schweizer (Urheber-) Recht – Eine Entgegnung auf den Beitrag von Auf Der Maur/Mühlemann, sic! 2021, 525 ss. D'un avis contraire: Auf Der Maur/Mühlemann, On Demand Streaming Plattformen im Schweizer (Urheber-) Recht, sic! 2021, 228 ss.

<sup>25</sup> Ces dispositions instituent un droit à rémunération pour la mise en ligne d'œuvres audiovisuelles ; l'art. 13a concerne les droits des auteurs, tandis que l'art. 35a concerne les artistes interprètes.

<sup>26</sup> Cf. ch. 6 ci-dessus.

**24 – Quel est l’actuel niveau de litige relatif aux droits des artistes-interprètes ou exécutants dans votre pays ?**

Dans les limites des informations disponibles, on peut simplement relever que certains tarifs des sociétés de gestion, lorsqu’ils sont soumis à approbation de la Commission arbitrale fédérale pour les droits d’auteur et les droits voisins (ce qui est le cas notamment lorsque la gestion collective est rendue obligatoire de par la loi), sont assez souvent litigieux, et la décision d’approbation fait assez fréquemment l’objet d’une procédure de recours, sans toutefois que ce soit spécifique aux droits voisins. Pour le reste, les procédures judiciaires semblent rester relativement rares.

**25 – Est-ce qu’il y a des arrêts importants concernant les droits des artistes- interprètes ou exécutants dans votre pays ? Pouvez-vous en parler ?**

Le Tribunal fédéral a jugé que le test des trois étapes (art. 16 WPPT) ne s’applique pas si le droit national prévoit une rémunération équitable au sens de l’art. 15 WPPT<sup>27</sup> ; selon cette décision, l’art. 16 WPPT ne peut être invoqué que si la rémunération prévue n’est pas « équitable » au sens de l’art. 15 al. 1 WPPT (ou si un Etat contractant a limité ce droit à certaines utilisations). Pour les tarifs des sociétés de gestion soumis à l’approbation de la Commission arbitrale fédérale sur les droits d’auteur et les droits voisins, l’art. 60 LDA prévoit que les redevances tarifaires ne peuvent en principe excéder 10% des recettes (ou, en l’absence de recettes, des frais liés à l’utilisation de l’œuvre) pour les droits d’auteur et 3% pour les droits voisins. Selon le TF, cette différence de traitement entre droits d’auteur et droits voisins est compatible avec la notion de rémunération équitable au sens de l’art. 15 al. 1 WPPT, et le fait que les droits d’auteur et les droits voisins soient tous deux protégés ne signifie pas que le législateur doive leur attribuer la même valeur<sup>28</sup>.

**26 – Dans votre pays, le principe du traitement national est-il appliqué à tous les artistes-interprètes ou exécutants non nationaux ou non-résidents ?**

En principe, la loi ne fait pas de distinction suivant la nationalité ou la résidence de l’ayant droit. Toutefois, le droit à rémunération de l’art. 35 LDA (utilisation de phonogrammes ou de vidéogrammes disponibles dans le commerce à des fins de diffusion etc.) n’est accordé aux artistes interprètes étrangers qui n’ont pas leur résidence habituelle en Suisse que si l’Etat dont ils sont ressortissants accorde un droit correspondant aux ressortissants suisses (art. 35 al. 4 LDA).

Par ailleurs, concernant le droit à rémunération prévu à l’art. 35a LDA (pour la VoD essentiellement<sup>29</sup>), l’al. 4 de cette disposition exclut de la rémunération les auteurs et interprètes d’œuvres audiovisuelles dont le pays de production ne prévoit pas un système de rémunération soumis à la gestion collective pour la mise en ligne de telles œuvres. Autrement dit, seule la mise en ligne d’œuvres audiovisuelles produites par un producteur qui a son domicile ou son siège en Suisse ou dans un pays qui connaît également une rémunération soumise à la gestion collective pour la mise en ligne de telles œuvres donne droit à la rémunération. Les œuvres produites à l’étranger dans un pays qui ne prévoit pas un système de rémunération soumis à la gestion collective pour la mise en

---

<sup>27</sup> Art. 15 WPPT : « les artistes interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes ont droit à une rémunération équitable et unique lorsque des phonogrammes publiés à des fins de commerce sont utilisés directement ou indirectement pour la radiodiffusion ou pour une communication quelconque au public ».

<sup>28</sup> ATF 140 II 305.

<sup>29</sup> Cf. ch. 6 i.f. ci-dessus.

ligne des œuvres audiovisuelles sont donc exclues du régime des art. 13a et 35a LDA<sup>30</sup>. Le but de cette exclusion ne résulte pas d'une exigence de réciprocité : il s'agit d'exclure de la rémunération prévue par les art. 13a et 35a LDA les auteurs et interprètes qui ont participé à un film pour la mise en ligne duquel ils ont contractuellement convenu d'une rémunération avec le producteur<sup>31</sup>. Ainsi, les al. 4 des art. 13a et 35a LDA visent à éviter une double rémunération : l'une selon les accords conclus avec les producteurs dans les pays qui ne prévoient pas la gestion collective du droit de mise à disposition des œuvres audiovisuelles, et l'autre sur la base des art. 13a et 35a LDA. Ils visent aussi à exclure les films produits à l'étranger dans des pays où la rémunération des auteurs et des interprètes pour la mise en ligne du film n'est pas gérée collectivement (et suit une autre pratique).

**27 – Le principe de "rémunération appropriée et proportionnelle" est-il réglementé ?**

Le droit suisse ne connaît pas un tel principe qui serait généralement applicable aux contrats portant sur des œuvres ou des prestations. En la matière, la liberté contractuelle demeure totale en Suisse (dans les limites du droit commun : règles sur la protection de la personnalité, p.ex.).

**28 – Les mandats conférés aux EGC sont toujours attribués en régime d'exclusivité ?**

Comprennent-ils tous les droits ?

Pour ce qui concerne les droits voisins, les droits à rémunération et les droits pour la réception publique et la retransmission simultanée et sans changement doivent être gérés collectivement (gestion collective obligatoire). Sous cette réserve, les mandants peuvent exclure certains droits de la gestion collective. Lorsque les droits sont cédés à la société de gestion, il s'agit d'une cession exclusive.

**29 – Dans votre pays, le retrait partiel ou total du mandat aux EGC est-il permis ? Est-ce que la loi prévoit les conditions de révocation de mandats conférés aux EGC ?**

La loi ne traite pas des conditions de résiliation des mandats donnés à une société de gestion. Mais les sociétés de gestion prévoient un tel droit. Pour les droits voisins, le contrat conclu avec SWISSPERFORM peut être résilié moyennant un préavis de six mois pour la fin de chaque année civile.

**30 – Y a-t-il une réglementation sur la rémunération et les accords contractuels ?**

Sauf pour les droits soumis obligatoirement à la gestion collective, pour lesquels la loi réglemente les tarifs des sociétés de gestion, et les soumet à l'approbation de la Commission arbitrale pour les droits d'auteur et les droits voisins, le droit suisse ne connaît pas de règles légales spécifiques pour les contrats portant sur des droits d'auteur ou des droits voisins.

---

<sup>30</sup> Ces dispositions instituent un droit à rémunération pour la mise en ligne d'œuvres audiovisuelles ; l'art. 13a concerne les droits des auteurs, tandis que l'art. 35a concerne les artistes interprètes.

<sup>31</sup> P.ex. pour un film produit aux Etats-Unis, la rémunération des auteurs d'œuvres audiovisuelles n'est pas gérée par une société de gestion collective, mais par les contrats conclus avec le producteur selon les accords-cadres qui prévoient notamment une rémunération versée par le producteur pour l'exploitation à la télévision ou par un service de vidéo à la demande aux Etats-Unis ou dans d'autres pays.



## PANEL II – DROITS DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES

### 1 – Quels droits sont-ils reconnus aux producteurs de phonogrammes dans votre pays ?

L'art. 36 LDA dispose que le producteur de phonogrammes ou de vidéogrammes a le droit exclusif : (a) de reproduire les enregistrements et de proposer au public, d'aliéner ou de mettre en circulation de quelque autre manière les exemplaires reproduits ; (b) de mettre à disposition les enregistrements, par quelque moyen que ce soit, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

On notera que ces droits sont également accordés aux producteurs de vidéogrammes. La loi suisse ne fait pas de distinction entre producteurs de phonogrammes et producteurs de vidéogrammes : les uns et les autres jouissent des mêmes droits. Les propos qui suivent valent donc aussi pour les producteurs de vidéogrammes.

Par ailleurs, si des phonogrammes ou des vidéogrammes disponibles sur le marché sont utilisés à des fins de diffusion, de retransmission, de réception publique ou de représentation, le producteur du support utilisé peut prétendre à une part équitable de la rémunération due à l'artiste interprète (art. 35 al. 2 LDA).

### 2 – Quel est la nature (source) de ces droits ? Légale ? Contractuelle ?

La source de ces droits est légale.

### 3 – Lesquels de ces droits sont exclusifs ? Lesquels sont des droits à rémunération ?

Les droits mentionnés à l'art. 36 sont des droits exclusifs. Le droit figurant à l'art. 35 est un droit à rémunération.

### 4 – Quelles sont les exceptions qui donnent lieu à des droits à rémunération en faveur des producteurs de phonogrammes ?

Pour tous les cas dans lesquels la loi accorde une rémunération aux auteurs en contrepartie d'une limitation de leurs droits, les titulaires de droits voisins (y compris les producteurs de phonogrammes ou de vidéogrammes) ont droit à une rémunération également. Il s'agit en bref des cas suivants : la reproduction, pour l'usage privé, sur des supports propres à l'enregistrement (art. 20 LDA), l'utilisation d'œuvres d'archives de radio ou de télévision (art. 22a LDA), l'utilisation d'œuvres orphelines (art. 22b), la mise à disposition d'œuvres musicales diffusées (art. 22c), et la reproduction de phonogrammes ou de vidéogrammes à des fins de diffusion (art. 24b), en particulier.

### 5 – Existe-t-il une présomption légale de transmission de droits en faveur des producteurs de phonogrammes ou existe-t-il seulement la possibilité d'une transmission contractuelle/volontaire ?

Il n'existe aucune présomption de cession ni de cession légale en droit suisse. La cession ne peut donc être faite que par contrat (mais ce contrat n'est soumis à aucune forme ; une cession peut donc être implicite ou tacite).

**6 – Quel genre de compensation est payée en échange ? Comment est-elle établie ? Pour combien de temps ?**

La rémunération due sur la base de l'art. 35 LDA (utilisation de phonogrammes ou de vidéogrammes disponibles dans le commerce à des fins de diffusion etc.) est soumise à la gestion collective obligatoire. L'utilisation de phonogrammes ou de vidéogrammes disponibles sur le marché par la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) à des fins de diffusion est régie par les tarifs A de SWISSPERFORM. La rémunération est fixée de manière forfaitaire<sup>32</sup>.

Pour le reste, la compensation due aux producteurs de phonogrammes ou de vidéogrammes est convenue contractuellement.

**7 – Comment est déterminée la compensation du producteur pour chaque modèle d'affaires ?**

Pas d'information disponible.

**8 – Il y a-t-il des sommes minimales dues ? Autres bénéfices économiques ?**

Pas d'information disponible.

**9 – La piraterie digitale/"streamripping" est encore une forte préoccupation pour les producteurs de phonogrammes ?**

Sans doute, mais le marché suisse étant étroit, les producteurs semblent se préoccuper davantage des marchés étrangers.

**10 – Quels droits sont gérés par les Entités de Gestion Collective (EGC) ?**

En ce qui concerne les droits des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes, les droits à rémunération et les droits pour la réception publique et la retransmission simultanée et sans changement doivent être gérés collectivement (gestion collective obligatoire). Sinon, les producteurs gèrent leurs droits eux-mêmes.

**11 – Quels EGC représentent les producteurs de phonogrammes dans votre pays ?**

Il s'agit de SWISSPERFORM Société suisse pour les droits voisins.

**12 – Est-ce que ces EGC agissent selon les principes de transparence ?**

Oui, en particulier lorsque les sociétés de gestion sont soumises à une surveillance officielle, ce qui est le cas notamment pour les droits à rémunération gérés collectivement. La surveillance porte alors sur leur gestion et sur leurs tarifs.

---

<sup>32</sup> Le Tarif A radio est accessible à l'adresse

[http://www.swissperform.ch/uploads/media/Tarif\\_A\\_Radio\\_2020\\_ff\\_f.pdf](http://www.swissperform.ch/uploads/media/Tarif_A_Radio_2020_ff_f.pdf) et le Tarif A télévision l'est à l'adresse [http://www.swissperform.ch/uploads/media/Tarif\\_A\\_Fernsehen\\_2020\\_ff\\_f.pdf](http://www.swissperform.ch/uploads/media/Tarif_A_Fernsehen_2020_ff_f.pdf)

**13** – Est-ce possible découvrir le revenu proportionnel par chaque type de droits ?

Lorsque les droits font l'objet d'une gestion collective, la société de gestion rend publiques ses recettes dans son rapport de gestion, en distinguant par types de droits.

**14** – Quel est l'actuel niveau de litige relatif aux droits des producteurs de phonogrammes dans votre pays ?

Dans les limites des informations disponibles, on peut simplement relever que les droits des producteurs de phonogrammes ne donnent pas lieu à de fréquents litiges judiciaires.

**15** – Est-ce qu'il y a des arrêts importants concernant les droits des producteurs de phonogrammes dans votre pays. Pouvez-vous en parler ?

On renvoie à la réponse à la question 25 du questionnaire relatif à la protection des interprètes.

**16** – Dans votre pays, le retrait partiel ou total du mandat aux EGC est-il permis ? Est-ce que la loi prévoit les conditions de révocation de mandats conférés aux EGC ?

La loi ne traite pas des conditions de résiliation des mandats donnés à une société de gestion. Mais les sociétés de gestion prévoient un tel droit. Pour les droits voisins, le contrat conclu avec SWISSPERFORM peut être résilié moyennant un préavis de six mois pour la fin de chaque année civile.

**17** – Existe-t-il une définition de "phonogramme publié à des fins de commerce" ?

La loi n'en donne pas. Le Tribunal administratif fédéral (TAF) a jugé qu'il s'agissait de reproductions de séquences de sons ou de vidéos, sans égard au support d'enregistrement physique, et que les termes « disponibles dans le commerce » ne se rapportent pas au support de données concrètement utilisé, mais à la fixation utilisée ; par conséquent, si p.ex. un film est disponible dans le commerce comme DVD, la rémunération prévue par l'art. 35 LDA est due même si la diffusion n'a pas été effectuée à partir de ce DVD<sup>33</sup>.

**18** – Existe-t-il un type de phonogramme édité à des fins non commerciales ?

Tout support de sons qui ne serait pas destiné à des utilisations commerciales devrait répondre à cette définition (pour autant que l'on comprenne bien la question).

**19** – Quels sont les droits engagés dans l'acte de synchronisation audiovisuelle ("production music") ?

Si l'on parle ici des droits des producteurs du support de sons, et en laissant de côté les droits des auteurs et des interprètes, la synchronisation audiovisuelle à partir d'un phonogramme touche le droit de reproduction (et le droit de distribution si la production audiovisuelle est ensuite mise en

---

<sup>33</sup> Arrêt B-1769/2010 du 3.1.2012, disponible sur le site du TAF à l'adresse <https://www.bvger.ch/bvger/fr/home/jurisprudence/entscheiddatenbank-bvger.html>

circulation sous forme d'exemplaires, ainsi que le droit de mise à disposition si elle est ensuite mise en ligne).

**20** – Quels sont les droits engagés dans les licences de *mood music/sound branding* ?

Cf. réponse précédente.

### **PANEL III – DROITS DES RADIODIFFUSEURS ET DES PRODUCTEURS CINEMATOGRAPHIQUES ET AUDIOVISUELS**

**1** – Quels sont les droits reconnus aux organismes de radiodiffusion dans votre pays ?

Selon l'art. 37 LDA, L'organisme de diffusion a le droit exclusif :

- a. de retransmettre son émission ;
- b. de faire voir ou entendre son émission ;
- c. de fixer son émission sur des phonogrammes, vidéogrammes ou autres supports de données et de reproduire de tels enregistrements ;
- d. de proposer au public, d'aliéner ou, de quelque autre manière, de mettre en circulation les exemplaires de son émission ;
- e. de mettre à disposition son émission, par quelque moyen que ce soit, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

**2** – Quel est la nature (source) de ces droits ? Légale ? Contractuelle ?

La source de ces droits est légale.

**3** – Lesquels de ces droits sont exclusifs ? Lesquels sont des droits à rémunération ?

Les droits mentionnés à l'art. 37 LDA sont des droits exclusifs.

**4** – Quelles sont les exceptions qui donnent lieu à des droits à rémunération en faveur des radiodiffuseurs ?

Pour tous les cas dans lesquels la loi accorde une rémunération aux auteurs en contrepartie d'une limitation de leurs droits, les titulaires de droits voisins (y compris les organismes de diffusion) ont droit à une rémunération également, pour autant que leurs émissions soient utilisées, bien entendu.

**5** – Existe-t-il une présomption légale de transmission de droits en faveur des radiodiffuseurs ou existe-t-il seulement la possibilité d'une transmission contractuelle/volontaire ?

Il n'existe aucune présomption de cession ni de cession légale en droit suisse. La cession ne peut donc être faite que par contrat (mais ce contrat n'est soumis à aucune forme ; une cession peut donc être implicite ou tacite).

**6 – Quel est l'importance des infractions sur les droits des radiodiffuseurs ?**

Les infractions aux droits voisins, dont les droits des organismes de diffusion, sont sanctionnées à l'art. 69 LDA, qui prévoit la poursuite sur plainte et une peine privative de liberté d'un an au maximum ou une peine pécuniaire (mais si l'auteur de l'infraction agit par métier, la poursuite a lieu d'office et la peine privative de liberté peut aller jusqu'à 5 ans et être cumulée avec une peine pécuniaire).

**7 – La piraterie digitale/ «streamripping» est encore une forte préoccupation pour les radiodiffuseurs ?**

A notre connaissance non.

**8 – Les plateformes de contenus générés par les utilisateurs (CGU) contribuent-elles pour les droits des radiodiffuseurs ? De quelle forme ?**

Non.

**9 – Quel est l'actuel niveau de litige relative aux droits des radiodiffuseurs dans votre pays ?**

Dans les limites des informations disponibles, on peut simplement noter que les droits des organismes de diffusion ne donnent pas lieu à de fréquents litiges judiciaires.

**10 – Est-ce qu'il y a des arrêts importants concernant les droits des radiodiffuseurs dans votre pays. Pouvez-vous en parler ?**

Cf. la réponse à la question 24.

**11 – Est-ce que les radiodiffuseurs fonctionnent en tant que guichet unique en ce qui concerne les opérateurs de retransmission ?**

Non.

**12 – Quels sont les droits reconnus aux producteurs de vidéogrammes dans votre pays ?**

Il s'agit des mêmes droits que pour les producteurs de phonogrammes : cf. réponse à la question 1 du questionnaire relatif au producteurs de phonogrammes.

**13 – Quel est la nature (source) de ces droits ? Légale ? Contractuelle ?**

La source de ces droits est légale.

**14 – Lesquels de ces droits sont exclusifs ? Lesquels sont des droits à rémunération ?**

Cf. réponse à la question 3 du questionnaire relatif aux producteurs de phonogrammes.

15 – Quelles sont les exceptions/limitations qui donnent lieu à des droits à rémunération en faveur des producteurs de vidéogrammes ?

Cf. réponse à la question 4 du questionnaire relatif aux producteurs de phonogrammes.

16 – Quels droits sont transférés aux producteurs de vidéogrammes dans votre pays ?

Il n'existe aucune règle légale ni de pratique bien établie à ce sujet.

17 – Existe-t-il une présomption légale de transmission de droits en faveur des producteurs de vidéogrammes ou existe-t-il seulement la possibilité d'une transmission contractuelle/volontaire ?

Cf. réponse à la question 5 du questionnaire relatif aux producteurs de phonogrammes.

18 – Quel genre de compensation est payée en échange ? Comment est-elle établie ? Pour combien de temps ?

Cf. réponse à la question 6 du questionnaire relatif aux producteurs de phonogrammes.

19 – Comment est déterminée la compensation du producteur pour chaque modèle d'affaires ?

Cf. réponse à la question 7 du questionnaire relatif aux producteurs de phonogrammes.

20 – Il y a-t-il des sommes minimales dues ? Autres bénéfices économiques ?

Cf. réponse à la question 8 du questionnaire relatif aux producteurs de phonogrammes.

21 – Les plateformes de contenus générés par les utilisateurs (CGU) contribuent pour ces schémas de compensation ? Comment ?

Cf. réponse à la question 18 du questionnaire relatif aux producteurs de phonogrammes.

22 – La piraterie digitale/«streamripping» est encore un fort souci pour les producteurs de vidéogrammes ?

Cf. réponse à la question 9 du questionnaire relatif aux producteurs de phonogrammes.

23 – Quelle est le montant de pertes dues à la piraterie digitale estimé récemment dans votre Pays ?

Pas d'information disponible à notre connaissance.

24 – Quelles sont les règles en vigueur dans votre pays concernant les fenêtres d'exploitation audiovisuelle ?

A propos des fenêtres publicitaires suisses du programme francophone M6 (qui techniquement nécessitaient l'émission de deux signaux satellites distincts, l'un pour le programme M6 "normal", et l'autre pour le programme M6 avec les blocs publicitaires des annonceurs suisses), le Tribunal fédéral a refusé de considérer que le programme spécifiquement destiné au public suisse constituait une diffusion relevant du droit d'auteur suisse : il a strictement appliqué la règle selon laquelle la diffusion par satellite est réputée avoir lieu dans le pays où l'injection des signaux est effectuée, et a refusé d'y faire une exception dans le cas particulier, en dépit du fait que le signal destiné au public suisse ciblait un territoire spécifique et qu'il ne s'agissait donc pas d'un overspill techniquement inévitable<sup>34</sup>.

25 - Quels EGCs représentent les producteurs de vidéogrammes dans votre pays ?

Cf. réponse à la question 11 du questionnaire relatif au producteurs de phonogrammes.

26 – Est-ce que ces EGCs agissent selon les principes de transparence ?

Cf. réponse à la question 12 du questionnaire relatif au producteurs de phonogrammes.

27 – Est-ce possible découvrir le revenu proportionné par chaque type de droits ?

Cf. réponse à la question 13 du questionnaire relatif au producteurs de phonogrammes.

28 - Quel est l'actuel niveau de litige relative aux droits des producteurs de vidéogrammes dans votre pays ?

Cf. réponse à la question 14 du questionnaire relatif au producteurs de phonogrammes.

29 – Est-ce qu'il y a des arrêts importants concernant les droits des producteurs de vidéogrammes dans votre pays. Pouvez-vous en parler ?

Cf. réponse à la question 15 du questionnaire relatif au producteurs de phonogrammes.

30 – Est-ce que les producteurs de vidéogrammes fonctionnent en tant que guichet unique en ce qui concerne les opérateurs de retransmission ?

Non.

#### PANEL IV – PROTECTION DES BASES DE DONNÉES ET DES ÉDITEURS DE PRESSE

**1** – Les bases de données sont protégées dans votre pays ? Comment ?

Le droit suisse ne connaît pas de protection spécifique pour les bases de données. La loi sur le droit d'auteur peut protéger des compilations qui possèderaient un caractère individuel de par la sélection ou l'ordonnancement de leur contenu, mais cette exigence est problématique pour les bases de données. Toutefois, la loi contre la concurrence déloyale (LCD) peut fournir une certaine protection.

---

<sup>34</sup> ATF 136 III 232.

Selon l'art. 5 litt. c LCD, est déloyale la reproduction du résultat du travail d'un tiers prêt à être mis sur le marché par des moyens techniques de reproduction (copie électronique, p.ex.) et sans "sacrifice" correspondant, c'est-à-dire sans avoir à engager des frais comparables à ceux supportés par l'auteur de la prestation copiée, en vue d'exploiter cette prestation telle quelle ou avec des modifications mineures. Ces conditions sont cumulatives. Cette disposition vise à éviter qu'un tiers, par une copie grâce à des moyens techniques, donc à faible coût, ne puisse concurrencer l'auteur de la prestation par des prix plus bas, qu'il est en mesure de pratiquer précisément parce qu'il a pu s'épargner les frais de réalisation de la prestation et obtenu de la sorte un avantage concurrentiel de manière déloyale. L'art. 5 litt. c LCD permet p.ex. la protection d'une base de données contre l'extraction de la totalité ou d'une partie substantielle des informations qu'elle contient, ou de l'édition critique d'un texte ancien contre sa reproduction par des moyens photomécaniques.

L'absence de "sacrifice correspondant" implique une comparaison des frais consentis par l'auteur de la prestation et de ceux supportés par celui qui la reprend. Si celui qui a repris la prestation a encouru des frais équivalents (p.ex. pour développer un logiciel qui va rechercher et extraire des données sur divers sites web), la reprise de cette prestation ne tombe pas sous le coup de cette disposition<sup>35</sup>.

Puisque cette disposition entend protéger les frais investis dans la réalisation de la prestation, elle ne peut plus être invoquée si l'auteur de la prestation a pu rentrer dans ses frais<sup>36</sup>. De la sorte, cette protection est limitée dans le temps.

**2 – Le droit *sui generis* des producteurs de bases de données, ou une protection équivalente, est-il applicable dans votre pays ?**

Non.

**3 – Est-il possible évaluer son efficacité ?**

–

**4 – Existe-t-il une forme différente de protection des producteurs de bases de données ou de la propriété des données dans votre pays ?**

Cf. ch. 1 ci-dessus.

**5 – Comment fonctionne-t-elle ? Quelle est son efficacité ?**

Les exigences relatives à l'application de l'art. 5 litt. c LCD, du moins telles qu'elles ont été interprétées par la jurisprudence<sup>37</sup>, ont rendu particulièrement difficile l'application de cette disposition. En pratique, il faudra recourir à une expertise comptable pour évaluer les frais encourus par l'auteur de la prestation copiée, les frais encourus pour sa copie, et les frais qui auraient objectivement été nécessaires, ce qui alourdit et renchérit considérablement la procédure. En outre, si l'auteur de la prestation originale a pu rentrer dans ses frais, il ne peut plus invoquer cette protection.

---

<sup>35</sup> ATF 131 III 384.

<sup>36</sup> ATF 134 III 166.

<sup>37</sup> Voir les arrêts cités dans les notes précédentes.



**6** – Dans votre pays, comment les tribunaux établissent un équilibre entre le droit *sui generis* et la liberté d’information et la liberté de concurrence ?

–

**7** – Le droit *sui generis* est-il protégé contre la neutralisation des mesures techniques de contrôle d’accès ?

–

**8** – Est-ce qu’il existe une protection spéciale en ce qui concerne les utilisations *on line* des publications de presse ?

Pas à l’heure actuelle, mais il est probable qu’un projet soit soumis au Parlement à plus ou moins brève échéance.

**9** – Cette protection est aussi applicable aux publications scientifiques et *hyperlinks* ? Comment fonctionne-elle ?

–